Nations Unies S/2021/465

Conseil de sécurité

Distr. générale
18 mai 2021
Français
Original : anglais

Lettre datée du 17 mai 2021, adressée au Secrétaire général et aux Représentants permanents des membres du Conseil de sécurité par le Président du Conseil de sécurité

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le texte des exposés présentés par M. Martin Griffiths, Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Yémen, et M. Mark Lowcock, Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires et Coordonnateur des secours d'urgence, ainsi que des déclarations faites par les représentantes et les représentants de la Chine, de l'Estonie, de la France, de l'Inde, de l'Irlande, du Kenya, du Mexique, du Niger, de la Norvège, de la Fédération de Russie, de Saint-Vincent-et-les Grenadines, de la Tunisie, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, des États-Unis d'Amérique et du Viet Nam, à l'occasion de la visioconférence portant sur « La situation au Moyen-Orient (Yémen) », tenue le mercredi 12 mai 2021. Une déclaration a été également faite par le représentant du Yémen.

Conformément à la procédure décrite dans la lettre du 7 mai 2020, adressée aux représentantes et représentants permanents des membres du Conseil de sécurité par le Président du Conseil de sécurité (S/2020/372), qui a été convenue en raison des circonstances exceptionnelles créées par la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19), le texte des exposés et des déclarations sera publié en tant que document du Conseil de sécurité.

Le Président du Conseil de sécurité
(*Signé*) **Zhang** Jun

21-06527 (F) 190521 150621

Merci de recycler

Annexe I

Exposé de M. Martin Griffiths, Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Yémen

Je tiens à présenter mes vœux les plus chaleureux au peuple yéménite et aux musulmans du monde entier à l'occasion de l'Eïd al-Fitr.

Malgré les efforts redoublés de ces derniers mois pour parvenir à un règlement pacifique du conflit au Yémen, je ne suis malheureusement pas ici aujourd'hui pour annoncer que les parties sont sur le point de conclure un accord. Au contraire, je dois signaler l'escalade militaire menée sans relâche par Ansar Allah à Mareb ; la poursuite des restrictions à l'importation via le port de Hodeïda, qui contribue à de graves pénuries de carburant ; les restrictions à la liberté de circulation des Yéménites dans tout le pays, notamment la fermeture prolongée de l'aéroport de Sanaa ; et l'absence de processus politique, laquelle empêche les Yéménites d'espérer que la fin du conflit est proche.

Je ne saurais trop insister sur ce qui est en jeu à Mareb. L'offensive d'Ansar Allah, qui dure depuis plus d'un an, a causé des pertes considérables en vies humaines, notamment des enfants qui ont été mêlés sans pitié à la bataille. Les personnes déplacées à l'intérieur du pays qui ont trouvé refuge à Mareb continuent à craindre pour leur vie. Des civils ont subi plusieurs déplacements. L'offensive n'a cessé de perturber les efforts de paix. Je demande une nouvelle fois à Ansar Allah de mettre immédiatement un terme à son attaque contre Mareb.

Plus l'offensive contre Mareb se poursuit, plus les risques pour la stabilité au sens large et la cohésion sociale du Yémen sont élevés. Elle pourrait être à l'origine de la propagation du conflit vers d'autres régions du Yémen, y compris celles qui, par chance, sont restées éloignées des principaux théâtres du conflit.

La poursuite de l'assaut sur Mareb est injustifiable. Certaines options envisagées permettraient de résoudre pacifiquement et durablement les principaux problèmes. Il s'agit notamment de la levée des restrictions sévères imposées à la circulation des marchandises commerciales, en particulier le carburant, via le port de Hodeïda et de la réouverture de l'aéroport de Sanaa au trafic commercial.

Je crains que l'offensive contre Mareb ne soit fondée sur la conviction qu'une victoire militaire totale est possible dans cette guerre, mais une conquête militaire ne mettra pas fin à la guerre de manière décisive. Elle ne fera que lancer de nouveaux cycles de violence et de troubles. Le Yémen ne peut être gouverné efficacement sans partenariats inclusifs. Comme les membres du Conseil de sécurité l'ont affirmé à maintes reprises, pour mettre fin au conflit, il faut un règlement politique inclusif et négocié.

Depuis mars 2020, j'ai mené des concertations avec les parties sur les termes d'une solution visant à briser une fois pour toutes les cycles de la violence et de la profonde souffrance humanitaire. J'ai mené plusieurs séries de négociations intensives et complexes avec chaque partie. Les termes de l'accord ont fait l'objet de nombreuses révisions, mais toutes les versions auraient permis d'atteindre les objectifs primordiaux suivants.

En premier lieu, un engagement en faveur d'un cessez-le-feu national, qui constituerait un immense soulagement pour les secours humanitaires. Cela permettrait l'ouverture de routes dans de nombreuses régions du pays, notamment à Taëz, à Hodeïda et à Mareb. Cela permettrait aux enfants d'aller à l'école en toute sécurité et aux civils de connaître un certain calme dans tout le Yémen pour la première fois depuis de nombreuses années.

En deuxième lieu, la réouverture de l'aéroport international de Sanaa au trafic commercial et la garantie de l'importation ininterrompue de carburant et d'autres produits de base au Yémen via le port de Hodeïda. Ces mesures sont impératives. Les civils sont ceux qui souffrent le plus de la militarisation de l'économie. Nous le voyons très clairement aujourd'hui dans les zones contrôlées par Ansar Allah, où de graves pénuries de carburant ont des conséquences sur les hôpitaux, les services essentiels, l'approvisionnement en nourriture, entre autres. Les besoins des civils doivent primer tout le reste.

En troisième lieu, une volonté de relancer le processus politique afin de trouver un règlement politique qui mette fin au conflit.

Un accord est encore tout à fait possible. Les efforts de l'ONU bénéficient d'un soutien international et d'un élan régional forts. Je tiens à témoigner de nouveau ma gratitude à Oman, à l'Arabie saoudite et aux États-Unis d'Amérique, entre autres, pour leur soutien.

En outre, les divergences des parties sur les questions faisant l'objet des négociations ne sont pas insurmontables. Un accord peut être conclu si les principaux dirigeants politiques entendent les appels des Yéménites et de la communauté internationale, y compris le Conseil de sécurité, et prennent la bonne décision et si les parties ont la volonté politique de faire les compromis nécessaires pour mettre fin aux combats.

Prendre la décision de mettre fin au conflit et d'ouvrir la porte à la paix est le choix le plus déterminant qu'une partie puisse faire. Le choix s'offre encore aux parties, mais le temps presse. Ce qui est actuellement envisageable pourrait ne pas l'être plus tard. Le blocage des négociations ne sert personne, et surtout pas le peuple yéménite.

Dans les prochaines semaines, je travaillerai avec les parties pour mener à bon terme les négociations et parvenir à un accord susceptible de mettre fin aux combats, de régler les questions humanitaires essentielles et de relancer le processus politique. Je demande à la communauté internationale de redoubler d'efforts pour soutenir cette initiative, et j'espère que les parties feront preuve de la volonté politique nécessaire pour aller de l'avant. Au besoin, je les inviterai à se rencontrer en face à face pour tracer la voie à suivre.

Ce que j'ai décrit est le devoir du médiateur, mais je ne peux pas forcer les parties à négocier. Cette obligation leur incombe.

Annexe II

Exposé de M. Mark Lowcock, Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires et Coordonnateur des secours d'urgence

Je tiens, pour commencer, à souhaiter à tous une bonne fête de l'Eïd al-Fitr.

La crise humanitaire au Yémen est coincée dans une inexorable spirale infernale. La famine sévit toujours dans le pays, et 5 millions de personnes risquent de mourir de faim sous peu. La maladie à coronavirus (COVID-19) continue de se propager, plaçant le système de santé au bord de l'effondrement, et la guerre se poursuit sans relâche, aggravant davantage la situation dans son ensemble.

Je tiens à dire clairement que la famine, les maladies et autres misères ne se produisent pas par hasard au Yémen ; elles sont le fait de la guerre. Tant que celle-ci se poursuit, la situation continuera à empirer. C'est pourquoi il est si important d'arrêter les combats.

Dans l'intervalle, les organismes humanitaires continueront de s'efforcer d'atténuer les pires souffrances. À cette fin, nous devons agir d'urgence dans cinq domaines : la protection des civils, l'accès humanitaire, le financement, l'économie et les progrès à accomplir sur la voie de la paix.

Commençons par la protection des civils, qui est une obligation en vertu du droit international humanitaire. En février, alors que le monde multipliait les efforts diplomatiques pour mettre fin à la guerre, Ansar Allah a lancé une offensive à Mareb. Les hostilités qui ont suivi, notamment les bombardements, les frappes aériennes et les tirs de missiles, ont nui aux civils. Mais les risques à venir sont bien plus importants.

Environ 25 000 personnes ont fui les combats jusqu'à présent, la plupart pour la deuxième ou la troisième fois. Les organismes d'aide craignent que si les combats ne cessent pas, jusqu'à 385 000 personnes soient déplacées dans les mois à venir.

Les combats à Mareb ont également alimenté des escalades ailleurs, notamment à Hajja, à Hodeïda et à Taëz. Ils font également du tort aux civils. Alors que des millions de personnes sont au bord de la famine et que la COVID-19 se propage dans le pays, une nouvelle flambée de violence est la dernière chose dont le Yémen ait besoin. Nous avons besoin d'un cessez-le-feu national immédiat.

Mon prochain point porte sur l'accès humanitaire, qui est essentiel pour un programme d'aide fondé sur des principes. Le mois dernier, j'ai exprimé mon inquiétude quant aux nouvelles réglementations émises par les autorités locales sur la côte de la mer Rouge (S/2021/372, annexe II). Ces réglementations avaient retardé la livraison de l'aide destinée à près d'un demi-million de personnes. Elles ont à présent été suspendues jusqu'à la fin de l'année. Il s'agit d'une mesure prometteuse, et nous espérons bien que l'ensemble des directives seront rapidement abrogées.

Dans le nord, nous collaborons avec Ansar Allah pour consolider les progrès constatés l'année dernière sur des questions telles que l'enregistrement biométrique, les évaluations et l'approbation des projets. Ce sont des avancées importantes. Mais Ansar Allah continue également de poser d'autres difficultés, notamment des retards dans les mouvements de marchandises et des tentatives de se mêler de la gestion des programmes des organismes. Ce genre d'actions fait qu'il est beaucoup plus difficile pour les organismes d'aide d'aider les personnes qui se trouvent dans les zones contrôlées par Ansar Allah.

Nous continuerons d'œuvrer au règlement de ces problèmes. Fournir une réponse fondée sur les besoins et les principes dans l'ensemble du Yémen reste une priorité absolue pour les organismes comme pour les donateurs.

En ce qui concerne le pétrolier *FSO SAFER*, nous n'avons pas de progrès notables à signaler. Nous avons entendu récemment quelques garanties positives, mais pas encore les confirmations officielles dont nous avons besoin pour aller de l'avant. Cela rend la planification extrêmement difficile. Par ailleurs, les fonds des donateurs pour le projet d'évaluation de l'ONU commenceront bientôt à expirer.

Mon troisième point porte sur le financement de l'opération d'aide. Avant d'aborder les taux de financement, je tiens à souligner que les organismes d'aide font la course pour répondre aux besoins les plus graves dans l'ensemble du pays. Nous faisons la course pour mettre fin à la famine. Le mois dernier, les organismes ont fourni une aide alimentaire d'urgence à près de 9 millions de personnes. Des efforts supplémentaires sont également en cours dans d'autres secteurs.

Nous faisons également la course pour mettre fin à la pandémie de COVID-19. Une campagne de vaccination a débuté dans les zones qui sont sous le contrôle du Gouvernement, où les agents de santé ont administré environ 19 000 doses. C'est évidemment un début modeste, mais le rythme devrait s'accélérer après l'Eïd al-Fitr. Il faut beaucoup plus de doses de vaccin.

Par ailleurs, nous faisons la course pour aider les habitants de Mareb et d'autres zones de conflit. Les vols hebdomadaires de l'ONU à destination de Mareb ont commencé le 27 avril, et les organismes d'aide développent actuellement leurs programmes sur place. Des milliers de familles ont déjà reçu de l'aide.

Mais nous faisons également la course vers un précipice budgétaire. Le plan d'intervention de l'ONU est actuellement financé à hauteur de 34 %. Ce chiffre représente une hausse par rapport aux 22 % du mois dernier, principalement due à une augmentation des contributions à court terme qui doivent être dépensées dans les prochains mois. Après cela, la plus grande opération d'aide au monde commencera à manquer d'argent.

D'ici septembre, l'aide alimentaire pourrait être réduite pour 6 millions de personnes. L'eau et l'assainissement font également l'objet de coupes, tout comme les activités contre la COVID-19, les programmes de santé générale et l'appui aux personnes fuyant les conflits.

Le 1er juin, des hauts fonctionnaires de plusieurs États Membres se réuniront pour faire le point sur la situation au Yémen, notamment sur l'environnement opérationnel humanitaire et sur les possibilités de soulager les souffrances de la population. Les discussions porteront principalement sur la nécessité de veiller à ce que l'opération d'aide ne soit pas à court d'argent dans le courant de l'année. Plusieurs donateurs clefs ayant considérablement réduit leur soutien, le sous-financement reste de loin la plus grande menace. Nous appelons tous les donateurs à augmenter leur soutien pour le ramener au niveau de 2019.

Ma quatrième observation concerne l'effondrement économique du Yémen, qui aggrave le risque de famine. Deux mesures immédiates peuvent être prises pour juguler cet effondrement dès maintenant.

Premièrement, le rial yéménite doit être renforcé. Le cours du rial reste historiquement bas.

Le Royaume d'Arabie saoudite a récemment annoncé qu'il fournirait 422 millions de dollars de produits dérivés du pétrole au Gouvernement yéménite au cours de l'année à venir. Il s'agit d'une mesure encourageante qui devrait contribuer à alléger la pression qui pèse sur les réserves étrangères du Yémen. Les premières livraisons dans le cadre de cette initiative sont arrivées à Aden samedi.

La seconde mesure immédiate pour aider l'économie consiste à assurer une entrée stable et suffisante d'importations commerciales au Yemen via tous les ports. C'est également la position adoptée de longue date par le Conseil de sécurité.

Mais les importations commerciales de pétrole via le port de Hodeïda se sont effondrées cette année. De janvier à avril, seules quelque 200 000 tonnes de carburant sont entrées à Hodeïda, soit environ un tiers des volumes habituels. Le carburant entre également au Yémen par d'autres ports et par voie terrestre, mais son acheminement par ces voies vers les principales agglomérations du nord du pays est plus compliqué et plus coûteux, et de ce fait, moins de personnes peuvent se permettre de l'acheter.

À l'heure actuelle, six navires, qui ont tous été autorisés par le Mécanisme de vérification et d'inspection des Nations Unies, attendent à l'extérieur du port de Hodeïda de recevoir une autorisation d'accoster de la part du Gouvernement. Ils transportent environ 150 000 tonnes de carburant. En moyenne, ils attendent depuis plus de 100 jours. Le Gouvernement est réticent à autoriser les navires pétroliers commerciaux à entrer au port de Hodeïda en raison d'un différend de longue date avec Ansar Allah concernant les recettes des importations. Les parties doivent trouver une solution à ce différend. Tant que ce différend ne sera pas réglé, le Yémen restera pris dans un cycle de pénuries de carburant qui feront grimper les prix des denrées alimentaires, de l'eau et de tout le reste, tout en réduisant les services de base.

Mon dernier point porte sur le besoin de paix. Depuis des mois, voire depuis des années, nous appelons à un cessez-le-feu à l'échelle nationale. Comme je l'ai dit précédemment, en fin de compte, c'est la guerre qui est à l'origine du risque de famine, de la propagation des maladies et de l'effondrement économique.

Je m'associe pleinement à tout ce que Martin Griffiths vient de dire, notamment son inquiétude quant à l'absence de progrès politiques concrets malgré tous les engagements récents et l'appui de la communauté internationale. Il a tout à fait raison de dire que les mesures sur la table, notamment un cessez-le-feu, l'ouverture des ports et l'ouverture de l'aéroport de Sanaa, contribueraient grandement à soulager les souffrances de la population. Ces mesures pourraient également mettre le Yémen sur la voie d'une paix plus durable. Et la paix est le seul moyen de régler cette crise.

Annexe III

Déclaration de M. Jun Zhang, Représentant permanent de la Chine auprès de l'Organisation des Nations Unies

[Original : chinois et anglais]

Je voudrais commencer par adresser mes meilleurs vœux à tous mes amis musulmans et leur souhaiter *Eïd Moubarak*.

Je remercie l'Envoyé spécial Griffiths et le Secrétaire général adjoint Lowcock de leurs exposés. Il existe un consensus important entre les membres du Conseil de sécurité sur la question du Yémen, ce qui constitue un facteur politique favorable au règlement de la question. La prochaine étape doit être d'œuvrer sans relâche à la réalisation de notre objectif commun, à savoir améliorer la situation sur le terrain. Je voudrais faire les observations suivantes.

Premièrement, nous devons mobiliser tous les efforts diplomatiques et œuvrer résolument à un cessez-le-feu. Le conflit militaire à Mareb a non seulement entraîné le déplacement de civils, avec de graves conséquences humanitaires, mais il a également exacerbé l'antagonisme entre les parties, sapant les efforts déployés en vue d'un règlement politique. Il n'y a pas de solution militaire au conflit.

La Chine condamne à nouveau les attaques perpétrées contre des infrastructures civiles en Arabie saoudite. Une solution politique est dans l'intérêt de toutes les parties.

La Chine se félicite de la récente visite de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Yémen dans les pays de la région et soutient ses solides bons offices. Nous saluons l'engagement des Gouvernements saoudien et yéménite en faveur d'un règlement pacifique du conflit. Nous espérons que ces efforts seront accueillis favorablement par les parties concernées.

Deuxièmement, les rôles des pays de la région doivent être mis à profit et les pourparlers politiques doivent être menés sans relâche. Une solution politique ne peut être obtenue sans propositions concrètes. Les propositions de cessez-le-feu à l'échelle nationale, de levée du blocus de l'aéroport de Sanaa et du port de Hodeïda et de relance des négociations politiques sont sur la table depuis des mois. Cependant, le processus de négociation a été entravé par des retards répétés. Nous espérons que l'Envoyé spécial restera en étroites communication et coordination avec les pays de la région afin de déterminer où se situe le nœud du problème et d'encourager les pays ayant une influence sur les parties à jouer un rôle plus important.

S. E. M. Wang Yi, Conseiller d'État et Ministre des affaires étrangères de la Chine, a présenté une initiative en cinq points sur la paix et la stabilité au Moyen-Orient afin de soutenir les pays et les peuples de la région qui jouent un rôle majeur dans la recherche de solutions politiques au dossier yéménite et à d'autres questions brûlantes. Nous avons noté que les pays de la région avaient récemment exprimé leur volonté de promouvoir le processus de paix au Yémen et engagé des échanges amicaux. Nous espérons que ces signes positifs se traduiront par des initiatives concrètes permettant de faire aboutir les pourparlers de paix par la voie du dialogue et de la concertation.

Troisièmement, nous devons intensifier l'aide humanitaire pour répondre aux besoins immédiats du peuple yéménite. Aujourd'hui, la situation de la population civile est préoccupante dans l'ensemble du pays. Le risque de famine est imminent. La maladie à coronavirus (COVID-19) est difficile à maîtriser, et l'approvisionnement en pétrole est très instable. La Chine appelle les pays donateurs à verser sans délai leurs contributions afin de maintenir les programmes d'assistance humanitaire de

l'ONU. Toutes les parties au conflit doivent garantir un accès humanitaire sûr et sans entrave et maintenir les voies ouvertes pour l'importation de nourriture, de pétrole et d'autres produits de base.

La Chine salue la décision de l'Arabie saoudite de fournir au Yémen des produits pétroliers d'une valeur de 422 millions de dollars. Nous nous félicitons de l'arrivée du premier envoi au port d'Aden, qui permettra de fournir de l'électricité à la population dans différentes provinces du Yémen. Année après année, la Chine a apporté une aide humanitaire considérable au Yémen par des canaux bilatéraux et multilatéraux. De 2017 à 2020, la Chine a fourni plus de 11 700 tonnes d'aide alimentaire au Yémen. Depuis le début de l'année dernière, nous avons distribué au Yémen des kits de test de réaction en chaîne par polymérase, des masques médicaux, des équipements de protection individuelle et d'autres fournitures pour la lutte contre la COVID-19. La Chine est prête à continuer d'apporter son concours à l'atténuation de la crise humanitaire au Yémen.

Enfin, s'agissant du pétrolier *FSO SAFER*, la Chine exhorte de nouveau les houthistes à laisser le personnel technique des Nations Unies monter à bord du navire pour procéder à une évaluation et à des réparations dans les plus brefs délais, afin d'éviter une éventuelle catastrophe économique, humanitaire et environnementale.

Annexe IV

Déclaration de M. Sven Jürgenson, Représentant permanent de l'Estonie auprès de l'Organisation des Nations Unies

Je remercie l'Envoyé spécial, Martin Griffiths, et le Secrétaire général adjoint, Mark Lowcock, de leurs exposés.

L'Estonie reste profondément préoccupée par la poursuite de l'escalade militaire au Yémen, qui continue de causer d'immenses souffrances à la population civile et est particulièrement inquiétante du fait de la forte augmentation des cas de maladie à coronavirus (COVID-19) et du risque de famine généralisée. Toutes les parties doivent immédiatement cesser les hostilités et participer aux efforts visant à mettre fin à la guerre. Il n'y a pas de solution militaire à ce conflit.

Nous condamnons l'assaut continu des houthistes sur Mareb, car il risque d'entraîner de nouveaux déplacements massifs et d'aggraver la crise humanitaire. Il est encourageant que l'ONU ait pu déployer des vols humanitaires dans la région de Mareb. Cependant, près de 20 000 personnes ont déjà été déplacées depuis le début du mois de février, des dizaines ont été blessées ou tuées, et les camps de déplacés sont surpeuplés. Toutes les parties doivent s'abstenir d'attaquer les zones civiles et veiller au respect du droit international humanitaire.

L'Estonie soutient pleinement tous les efforts diplomatiques déployés pour mettre fin à ce conflit, notamment ceux de l'Envoyé spécial Griffiths, des États-Unis et du Sultanat d'Oman. Nous avons également salué l'annonce faite par le Royaume d'Arabie saoudite concernant les moyens de mettre fin à la crise. Nous encourageons les parties à participer à ces efforts, à faire preuve d'une volonté de compromis et à accepter un cessez-le-feu durable et national afin de faire avancer un processus politique inclusif. Il est important de garantir la participation pleine, égale et significative des femmes aux processus de paix et aux processus politiques.

Nous exhortons les parties à prendre de nouvelles mesures pratiques pour contribuer à l'instauration d'un climat de confiance, y compris de nouveaux accords pour les échanges de prisonniers. En outre, le fait de permettre à un plus grand nombre de navires transportant du carburant d'entrer dans le port de Hodeïda contribuerait à améliorer la situation humanitaire désastreuse.

Nous renouvelons également notre appel aux autorités houthistes pour qu'elles accordent sans plus tarder à l'équipe des Nations Unies un accès immédiat et sans entrave au pétrolier *FSO SAFER*.

Enfin, en ce qui concerne l'évolution de la situation dans le sud, nous réitérons notre appel au Gouvernement et au Conseil de transition du Sud pour qu'ils mettent en œuvre l'Accord de Riyad, qui constitue une étape essentielle pour parvenir à une paix plus globale.

Annexe V

Déclaration de M^me^ Nathalie Broadhurst Estival, Représentante permanente adjointe de la France auprès de l'Organisation des Nations Unies

[Original : français]

Je remercie l'Envoyé spécial, Martin Griffiths, et Mark Lowcock pour leurs interventions et pour tous leurs efforts. Je leur réitère notre plein et entier soutien.

Les houthistes continuent d'empêcher la paix au Yémen. Il existe pourtant une occasion de mettre enfin un terme à ce conflit. Nous saluons les efforts des États-Unis et les annonces de l'Arabie saoudite à cet égard.

Les houthistes doivent cesser de refuser le dialogue avec l'Envoyé spécial, comme ce fut le cas à Mascate et stopper leur offensive sur Mareb, qui abrite des millions de civils, dont plus d'un million de déplacés. Ils doivent immédiatement cesser le recrutement et l'utilisation d'enfants, que nous condamnons. À ce titre, nous renouvelons notre appel à la mise en œuvre des conclusions du Groupe de travail du Conseil de sécurité sur les enfants et les conflits armés. Enfin, ils doivent cesser immédiatement leurs attaques contre le territoire saoudien, que nous condamnons avec la plus grande fermeté.

Ils ont l'opportunité d'accepter un règlement diplomatique du conflit dont les paramètres sont bien connus : un cessez-le-feu sur l'ensemble du territoire yéménite, sans délai ni préconditions ; la réouverture du port de Hodeïda et de l'aéroport de Sanaa ; et des discussions en vue d'une solution politique globale et inclusive, à laquelle les femmes et les jeunes doivent pouvoir pleinement participer. Il est temps que cette solution soit mise en œuvre et permette de mettre un terme aux souffrances de la population yéménite.

La communauté internationale et, plus spécifiquement, le Conseil doivent se tenir prêts à prendre des mesures si aucun progrès n'est enregistré dans les prochains jours. Les houthistes doivent aussi autoriser immédiatement et sans préconditions l'accès de la mission d'inspection des Nations Unies au pétrolier *FSO SAFER*. Ils seront sinon responsables d'une catastrophe écologique majeure, qui aura des conséquences environnementales, économiques et humanitaires désastreuses au Yémen et dans l'ensemble de la région.

Cela fait maintenant plus de deux ans que les discussions ont débuté en vue d'éviter une telle catastrophe. Le blocage par les houthistes de toute avancée à ce sujet est inacceptable. Nous appelons les houthistes à agir immédiatement et avec responsabilité pour la population yéménite.

Sur le plan humanitaire, nous devons intensifier les efforts pour faire face au risque de famine à grande échelle et contrer la propagation de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19), notamment en accélérant la campagne de vaccination. Il est essentiel de garantir un plein accès humanitaire à l'ensemble des personnes dans le besoin. Nous appelons à la levée immédiate des obstacles bureaucratiques dans tout le pays.

Le respect du droit international humanitaire est une obligation qui s'impose à tous. Nous ne le répéterons jamais assez : la protection des civils, y compris des personnels humanitaires et médicaux, doit rester un impératif absolu.

Vous pouvez compter sur la France pour rester pleinement mobilisée et engagée pour la paix au Yémen et pour faire baisser les tensions dans la région. Le Conseil est uni pour mettre fin à la guerre au Yémen, et il est temps que ses demandes soient mises en œuvre.

Annexe VI

Déclaration de M. T. S. Tirumurti, Représentant permanent de l'Inde auprès de l'Organisation des Nations Unies

Je remercie de leurs exposés l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Yémen, M.Martin Griffiths, et le Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires, M. Mark Lowcock. Je me félicite de la participation à cette séance du Représentant permanent du Yémen, l'Ambassadeur Abdullah Ali Fadhel Al-Saadi.

Tout d'abord, je voudrais exprimer mes sincères condoléances à tous les Yéménites qui ont perdu des êtres chers lors des récentes inondations au Yémen.

J'exprime notre soutien à l'Envoyé spécial pour ses efforts répétés en vue d'obtenir un accord entre les parties pour un cessez-le-feu à l'échelle nationale au Yémen. Nous avons pris note des efforts déployés par l'Envoyé spécial des États-Unis et les autorités omanaises. Les déclarations positives faites par les voisins du Yémen et d'autres pays de la région ont également contribué à l'ensemble des efforts diplomatiques.

Il est toutefois regrettable qu'aucune percée n'ait été réalisée malgré cet élan diplomatique. Nous exhortons les dirigeants des parties belligérantes au Yémen à mettre de côté leurs différends dans l'intérêt du peuple yéménite, qu'ils prétendent représenter. Un esprit de compromis est nécessaire pour trouver un terrain d'entente, éviter le risque de famine et mettre fin aux souffrances de la population. Nous encourageons toutes les parties à faire preuve de souplesse et à collaborer de bonne foi avec l'Envoyé spécial. Les pays de la région ont un rôle majeur à jouer pour influencer les parties yéménites afin qu'elles cessent les combats et poursuivent les initiatives qui font actuellement l'objet de discussions.

Lors de réunions précédentes, j'ai souligné l'importance d'une aide accrue des donateurs pour faire face à la situation humanitaire au Yémen, la nécessité de lever les obstacles posés par les autorités *de facto* et l'exigence d'un approvisionnement régulier en produits humanitaires et essentiels pour éviter la famine dans le pays. La question de la situation du pétrolier FSO SAFER n'a toujours pas été résolue. Aujourd'hui, je me concentrerai sur deux questions clefs qui sont essentielles pour la paix et la stabilité à long terme au Yémen.

La première est la nécessité d'un cessez-le-feu immédiat à l'échelle nationale, qui devrait commencer par Mareb. Il ne peut y avoir de paix sans l'arrêt de l'offensive à Mareb. Les civils continuent d'être les principales victimes des combats incessants sur la ligne de front dans la province de Mareb. Les combats ne font que prolonger les souffrances de son importante population et font courir de graves dangers à plus d'un million de déplacés.

Le conflit actuel à Mareb met également en péril sa position en tant que centre important de l'activité économique au Yémen. Les conséquences économiques potentielles d'une bataille prolongée pour Mareb ne feront qu'exacerber la situation économique désastreuse du pays.

Nous saluons les efforts que déploie le Gouvernement yéménite pour lutter contre le terrorisme malgré l'escalade en cours. Il est impératif d'empêcher Al-Qaida et d'autres groupes terroristes d'exploiter la situation.

Alors que la situation était relativement stable, la transformation de Mareb en centre névralgique des opérations militaires, en l'espace de quelques mois, souligne également la fragilité de tout cessez-le-feu qui ne repose pas sur un accord politique entre les parties.

Le deuxième point concerne la nécessité de mettre pleinement en œuvre l'Accord de Riyad et l'Accord de Stockholm. La formation du Cabinet commun et son retour à Aden ont constitué un jalon important dans la mise en œuvre de l'Accord de Riyad. Cependant, la récente évolution de la situation dans le sud du pays est préoccupante. Nous espérons que le Gouvernement yéménite et le Conseil de transition du Sud trouveront un terrain d'entente pour mettre en œuvre les termes de l'Accord de Riyad. Cela aura également une incidence directe sur les négociations politiques lors de l'étape suivante.

Hodeïda a également été le théâtre d'affrontements intenses au cours des derniers mois. Les combats qui se poursuivent dans la province entre les forces de l'armée yéménite et Ansar Allah risquent de faire échouer l'Accord de Stockholm, ce qui aura de graves conséquences, tant économiques qu'humanitaires. Des millions de Yéménites dépendent des importations en provenance des ports de la mer Rouge. La préservation de ce lien vital est encore plus indispensable aujourd'hui, alors que des conditions proches de la famine sont revenues au Yémen, en particulier dans le contexte de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19). J'apprécie les efforts déployés par la Mission des Nations Unies en appui à l'Accord sur Hodeïda pour surveiller la mise en œuvre du cessez-le-feu sur le terrain, malgré les restrictions, et j'exhorte les deux parties à respecter leurs engagements au titre de l'Accord de Stockholm, notamment en participant au Comité de coordination du redéploiement.

Les éléments de la déclaration commune, qui ont été réitérés dans la récente initiative saoudienne, offrent une feuille de route claire pour un retour de la paix et de la stabilité au Yémen. Ils doivent être appliqués sans aucune condition préalable.

Je conclus en réitérant que toutes les parties au Yémen doivent mettre la politique de côté et privilégier le bien-être et les intérêts du peuple yéménite.

Annexe VII

Déclaration de M^me^ Geraldine Byrne Nason, Représentante permanente de l'Irlande auprès de l'Organisation des Nations Unies

Je souhaite également une bonne fête de l'Eïd al-Fitr à tous ceux qui la célèbrent en ce moment. Je remercie également l'Envoyé spécial Griffiths et le Secrétaire général adjoint Lowcock de leurs exposés très francs et très instructifs, à défaut d'être rassurants.

La dernière fois que nous avons examiné la situation au Yémen au Conseil de sécurité en avril (voir S/2021/372), nous l'avons fait avec un certain espoir. Cet espoir découlait alors des efforts diplomatiques concertés de la communauté internationale et des acteurs régionaux pour mettre fin à six longues années de guerre, qui ont bien sûr fait payer un lourd tribut à la population du Yémen.

Malgré ces efforts, et en dépit de la résilience et du travail inlassable de l'Envoyé spécial Griffiths et d'autres représentants, il est inquiétant, décevant et consternant de constater que la fin de ce conflit reste si difficile à atteindre, même si je note que M. Griffiths a fait poindre une lueur d'espoir en disant qu'un accord restait possible malgré tout.

J'ai également entendu M. Griffiths chercher de nouvelles façons de décrire une évidence, à savoir que toutes les parties à ce conflit ont la responsabilité de donner la priorité aux droits et aux besoins, et j'ajouterais aux vies, des Yéménites et de participer sérieusement aux efforts diplomatiques en cours pour mettre fin à la violence, y compris dans le cadre du processus mené par l'ONU. J'invite chacune d'entre elles à le faire sans plus tarder.

Nous savons tous combien il est essentiel que les houthistes mettent fin à leur offensive sur Mareb. Les hostilités dans cette région continuent d'infliger la mort et la misère à la population civile et sont tout simplement déplorables. Des enfants ont été recrutés, des maisons détruites et 25 000 Yéménites déplacés à cause de la violence. Les personnes les plus vulnérables de Mareb sont confrontées à des conditions extrêmement difficiles, les mères, les enfants et les femmes enceintes ne pouvant accéder en toute sécurité aux soins pédiatriques et maternels d'urgence. Cela doit cesser.

Ailleurs dans le pays, les Yéménites continuent également de souffrir. Nous savons que les cas de maladie à coronavirus (COVID-19) sont en augmentation dans tout le pays. Les années de conflit ont dévasté le système de santé. Les moyens de contrôler la propagation du virus, de soigner les personnes infectées et de maintenir les services de santé essentiels pour l'ensemble de la population sont gravement compromis.

Nous savons qu'aucun effort ne doit être ménagé pour aider les personnes dans le besoin. Nous sommes profondément préoccupés par les informations faisant état d'entraves bureaucratiques à l'aide humanitaire, en particulier sur les côtes méridionale et occidentale. Cette assistance de base constitue chaque mois une bouée de sauvetage vitale pour des millions de Yéménites, notamment ceux qui sont confrontés aux terribles menaces de la faim et de la famine dont Mark Griffiths a parlé. Nous exhortons à nouveau toutes les parties à respecter leurs obligations en vertu du droit international humanitaire et du droit des droits de l'homme et à permettre l'acheminement rapide, sûr et sans entrave de l'aide humanitaire.

Nous devons également reconnaître le rôle joué par la crise économique et les blocages d'importations vitales, comme le carburant, dans la crise humanitaire, et appelons toutes les parties à travailler ensemble pour réduire de toute urgence les besoins humanitaires.

Qui plus est, le pétrolier *FSO SAFER*, comme nous le savons, reste un danger important pour la population du Yémen et de la région, et nous exhortons toutes les parties à mener à terme leurs pourparlers afin de permettre aux équipes des Nations Unies d'accéder au navire et d'effectuer les réparations nécessaires.

Conformément à la résolution 2564 (2021), l'Irlande appuie fermement tous les efforts visant à garantir un processus politique inclusif, dirigé et pris en mains par les Yéménites, sous les auspices des Nations Unies et avec la participation de femmes à la table des négociations. Nous appelons à nouveau les parties au conflit à faire en sorte que les femmes représentent au moins 30 % de leurs délégations dans toutes les négociations à venir. Leur participation sera essentielle, non seulement pour parvenir à une solution politique, mais aussi pour établir une paix durable.

J'ai commencé par exprimer la déception que nous ressentons tous face à l'absence de progrès vers la paix. Toutefois, je suis encouragé par le fait que, malgré la persistance d'obstacles tenaces, la communauté internationale et le Conseil de sécurité sont résolument unis derrière les efforts visant à mettre fin au conflit.

Les violations du droit international humanitaire et du droit des droits de l'homme doivent cesser, et la responsabilité doit être une priorité. Le travail du Groupe d'éminents experts sur le Yémen est essentiel à cet égard.

Une fois de plus, le monde nous regarde. Pour le bien du peuple yéménite, il incombe à toutes les parties sur le terrain d'entamer un dialogue urgent et sincère, de convenir d'un cessez-le-feu national immédiat et de reprendre les pourparlers tant attendus. Le peuple yéménite ne mérite rien de moins.

Annexe VIII

Déclaration de M. Michael Kiboino, Représentant permanent adjoint du Kenya auprès de l'Organisation des Nations Unies

Je remercie l'Envoyé spécial, Martin Griffiths, et le Secrétaire général adjoint, Mark Lowcock, de leurs exposés.

Aujourd'hui, la déclaration du Kenya portera sur la situation spécifique au Yémen, ainsi que sur la détérioration de la sécurité maritime dans la région.

Le Kenya appuie les efforts déployés par l'Envoyé spécial et les parties prenantes régionales pour trouver une solution politique à la crise au Yémen. Nous exhortons toutes les parties à saisir cette occasion cruciale pour s'engager véritablement à mettre fin à toute nouvelle violence et jeter les bases d'une paix durable.

Le Kenya condamne la persistance du recours à la violence aux fins de réaliser des objectifs politiques, en particulier les attaques terroristes contre des civils et des infrastructures civiles. Nous condamnons en outre la prise pour cible des infrastructures civiles et commerciales en Arabie saoudite.

Le Kenya reste profondément préoccupé par la grave détérioration de la situation à Mareb. Nous condamnons les actes de violence qui exacerbent la situation humanitaire.

Si nous appelons à un processus de paix dirigé par les Yéménites, la communauté internationale doit pour sa part faire tout son possible pour identifier et faire répondre de leurs actes ceux qui continuent à exposer les citoyens et les biens de caractère civil à la violence.

La communauté internationale doit également augmenter le financement des opérations humanitaires, qui fournissent l'assistance vitale dont les familles et les communautés ont besoin, et contribuent à l'avancement du processus de paix.

En outre, les acteurs nationaux et locaux au Yémen doivent permettre un accès sans entrave à l'aide humanitaire, conformément au droit international humanitaire.

Nous demandons à la communauté internationale d'accroître l'aide qu'elle apporte au Yémen pour lutter contre la maladie à coronavirus (COVID-19). Une accélération des infections et les conséquences que cela aura sur les besoins humanitaires pourraient facilement aggraver la situation dans son ensemble.

En ce qui concerne le pétrolier *FSO SAFER*, nous sommes déçus par les conditions supplémentaires imposées par les houthistes pour que les inspections puissent être effectuées. Nous continuons à demander instamment que l'accès soit rapidement accordé pour aider à prévenir une éventuelle catastrophe.

Nous appelons l'attention du Conseil de sécurité sur la détérioration de la sécurité maritime dans la région. La récente interception par la marine des États-Unis d'Amérique d'une cargaison illicite d'armes sur un boutre apatride dans le nord de la mer d'Oman n'est que la dernière manifestation d'une tendance inquiétante.

Nous craignons que des groupes armés dans plusieurs pays, dont le Yémen et la Somalie, utilisent la mer Rouge, le golfe d'Aden et l'océan Indien au large de la Somalie pour faire passer des armes en contrebande. Les interceptions de ces navires de contrebande laissent entendre qu'ils pourraient être encore plus nombreux à effectuer la traversée sans être détectés. Cela sape les embargos sur les armes en vigueur et aggrave la menace pour la paix et la sécurité au Moyen-Orient et dans la Corne de l'Afrique.

Cette voie navigable vitale a également été le théâtre d'attaques contre des navires commerciaux. Le tableau général est celui d'une insécurité croissante, qui a des conséquences sur le commerce mondial et la sécurité des pays voisins. C'est pourquoi le Kenya appelle l'attention du Conseil de sécurité sur cette dynamique régionale qui, si rien n'est fait pour y remédier, pourrait prendre des proportions alarmantes.

Je conclus en réaffirmant la solidarité du Kenya avec le peuple yéménite dans sa quête de paix et de sécurité. Nous continuerons d'appuyer une solution dirigée et contrôlée par les Yéménites pour mettre fin à ce conflit prolongé. Et, alors que le mois sacré de ramadan touche à sa fin, nous souhaitons à nos frères et sœurs du Yémen ainsi qu'à tous nos collègues musulmans *Eïd Moubarak*.

Annexe IX

Déclaration de M^me^ Alicia Buenrostro Massieu, Représentante permanente adjointe du Mexique auprès de l'Organisation des Nations Unies

[Original : espagnol]

Je remercie l'Envoyé spécial, Martin Griffiths, et le Secrétaire général adjoint, Mark Lowcock, de leurs exposés.

Le Conseil de sécurité se réunit aujourd'hui, alors que l'offensive contre Mareb connaît une intensification alarmante. Les tirs de missiles et autres affrontements se poursuivent tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du Yémen, et la situation humanitaire devient de plus en plus critique. Comme si cela n'était pas déjà assez inquiétant, le pétrolier *FSO SAFER* reste une menace latente. Je pense que nous, au Conseil de sécurité, avons l'obligation de contribuer plus efficacement à une solution.

Nous sommes, bien sûr, profondément préoccupés par la détérioration de la sécurité et de la situation humanitaire au Yémen. Au-delà des changements sur le terrain en termes de domination militaire, ce sont les civils qui, comme nous l'avons entendu, paient le plus lourd tribut au conflit.

Il est essentiel que le Gouvernement yéménite, Ansar Allah et les autres groupes armés répondent à l'appel du Secrétaire général à un cessez-le-feu mondial. Sans un cessez-le-feu sur l'ensemble du territoire yéménite, les opérations humanitaires sont quasiment impossibles. Le Mexique lance un appel urgent à toutes les parties concernées, mais en particulier à Ansar Allah, pour qu'elles cessent immédiatement toutes les attaques et provocations.

Il n'y a pas de solution militaire au conflit au Yémen. L'autre option pour les parties est de participer de manière constructive au dialogue facilité par l'Envoyé spécial.

À cet égard, nous saluons les divers efforts menés par M. Griffiths, en collaboration avec l'Envoyé spécial des États-Unis, pour faire en sorte que les partenaires régionaux appuient la proposition de cessez-le-feu national et la réouverture des ports et aéroports. Nous exhortons les acteurs régionaux et internationaux, qui sont des maillons clefs, à exercer leur influence sur les parties pour qu'elles reprennent le dialogue le plus rapidement possible.

De même, nous pensons qu'il est temps d'examiner d'autres options, qui permettraient de traiter en parallèle de questions tangibles, en soutien aux efforts de l'Envoyé spécial Griffiths.

La pénurie croissante de carburant a eu une incidence sur la conjoncture économique et sur la situation humanitaire. Nous notons que le Gouvernement yéménite a autorisé l'entrée de certaines cargaisons de carburant ces dernières semaines ; toutefois, ces dernières sont loin d'être suffisantes pour répondre aux besoins fondamentaux du pays. Nous demandons instamment au Gouvernement yéménite d'alléger les contraintes bureaucratiques, d'éviter les charges tarifaires inutiles et de faciliter l'entrée rapide des cargaisons de carburant. Nous nous félicitons de l'aide offerte par l'Arabie saoudite, qui a mis à la disposition du Gouvernement du carburant destiné à la production d'électricité, et dont le premier chargement est arrivé à Aden cette semaine.

Nous l'avons déjà dit, mais nous insistons une fois de plus sur le risque économique, maritime, humanitaire et environnemental que représente le pétrolier *FSO SAFER*. Nous réitérons l'appel urgent lancé à Ansar Allah pour qu'il autorise

rapidement, sans plus de conditions, les équipes des Nations Unies à mener leurs inspections.

Enfin, je tiens à souhaiter paix et prospérité à tous nos amis musulmans en ces festivités de la fin du mois de ramadan : *Eïd Moubarak*.

Annexe X

Déclaration de M. Abdou Abarry, Représentant permanent du Niger auprès de l'Organisation des Nations Unies

[Original : français]

Je remercie Martin Griffiths et Mark Lowcock de leurs exposés et, par la même occasion, je salue la participation du Représentant permanent du Yémen à cette réunion.

La mobilisation diplomatique tous azimuts observée ces derniers temps de la part des acteurs régionaux et internationaux témoigne d'une volonté de trouver une solution durable au conflit au Yémen. Elle découle aussi du constat qu'il n'y a pas de solution militaire à la crise, mais que celle-ci passe nécessairement par des pourparlers francs et directs entre les Yéménites eux-mêmes, avec l'appui de la communauté internationale.

Ma délégation salue, à cet égard, les démarches entreprises par l'Envoyé spécial des États-Unis, M. Lenderking, auprès des acteurs régionaux majeurs et des parties yéménites, à l'appui des efforts de M. Griffiths, pour tenter de bâtir un consensus afin de raviver le processus politique au Yémen. Nous appelons aussi les houthistes et leurs soutiens à ne pas gâcher cette opportunité et à donner une suite favorable à l'offre de cessez-le-feu proposée par le Royaume d'Arabie saoudite, en arrêtant leurs assauts sur Mareb.

Le Niger reste convaincu que des gestes de confiance comme l'arrêt des hostilités, la réouverture des ports et aéroports et la libération des détenus pourront aider à amorcer une dynamique positive qui conduira les parties à retourner à la table des négociations. Nous appelons donc tous les acteurs à œuvrer ensemble pour que reprennent les pourparlers de paix.

S'agissant de la situation humanitaire, la levée du blocus du port de Hodeïda et de l'aéroport de Sanaa demeure cruciale pour l'acheminement des biens de première nécessité, du carburant et de l'assistance humanitaire dont dépend la majorité de la population yéménite. L'aide humanitaire ne doit souffrir d'aucune entrave ni faire l'objet de politisation par les parties au conflit, au moment où de plus en plus de Yéménites sont menacés par la famine.

Il est tout aussi important que les agences humanitaires sur le terrain disposent de suffisamment de ressources pour continuer leurs activités, surtout en cette période de pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) et au début de l'hivernage, qui entraine souvent des inondations, occasionnant d'énormes dégâts matériels dans le pays.

Parlant de la pandémie de COVID-19, le Niger salue la livraison au Yémen du premier lot de vaccins à travers le Mécanisme COVAX pour un accès mondial aux vaccins, et le lancement de la campagne de vaccination dans le pays. La réussite de la campagne vaccinale pourrait grandement contribuer à réduire les difficultés liées aux restrictions prises pour contenir la pandémie et donner un nouveau souffle à l'économie du pays.

Pour conclure, je voudrais réitérer le ferme soutien et encouragement de ma délégation à l'Envoyé spécial, M. Martin Griffiths, pour les efforts inlassables qu'il déploie dans la recherche d'une solution à cette crise, ainsi que notre espoir de voir la lumière au bout du tunnel de la guerre au Yémen.

Annexe XI

Déclaration de M^me^ Mona Juul, Représentante permanente de la Norvège auprès de l'Organisation des Nations Unies

Je remercie l'Envoyé spécial du Secrétaire général, Martin Griffiths, et le Secrétaire général adjoint, Mark Lowcock, de leurs exposés.

En outre, je tiens à souhaiter *Eïd Moubarak* aux musulmans du Yémen et du monde entier.

La Norvège se félicite que la communauté internationale redouble d'efforts pour faire progresser la situation au Yémen, et tient à remercier Martin Griffiths et l'Envoyé spécial des États-Unis pour le Yémen, M. Lenderking, ainsi que le Sultanat Oman et d'autres acteurs régionaux, notamment l'Arabie saoudite. Nous jugeons encourageantes les informations faisant état de récents échanges de prisonniers à Mareb, grâce à la facilitation de médiateurs locaux. Il me semble que ces initiatives incarnent la capacité du peuple yéménite à trouver des solutions pratiques et reflètent sa volonté sincère de paix.

Néanmoins, nous regrettons profondément qu'un cessez-le-feu à l'échelle nationale n'ait toujours pas été conclu et que la crise humanitaire et la violence ne donnent aucun signe de répit. Nous sommes consternés par le niveau élevé de violence. Le mois de mars a connu le plus lourd bilan civil en six mois. Au moins 90 enfants ont été tués depuis janvier. Nous savons également que des enfants sont recrutés et utilisés dans des combats armés. C'est inacceptable.

Nous sommes préoccupés par les informations selon lesquelles les combats ont des répercussions sur les camps de déplacés et les zones civiles, en premier lieu à Mareb, mais aussi à Hajja et Hodeïda. Outre les bombardements d'artillerie et les attaques menées par les houthistes, on nous informe que des frappes aériennes intenses de la Coalition ont touché des camps de déplacés et des habitations civiles. Au Yémen, les femmes et les enfants comptent pour 80 % des déplacés.

L'accès humanitaire aux personnes qui en ont besoin doit être immédiatement accordé. Il est urgent de garantir un approvisionnement suffisant et prévisible en nourriture et en carburant. Nous appelons à lever le blocus maritime et à annuler immédiatement toutes les restrictions imposées aux acteurs humanitaires. Nous sommes profondément préoccupés par les informations selon lesquelles la famine est utilisée comme une arme.

Nous ne devons pas oublier la situation catastrophique à Taëz. Nous sommes choqués par les informations selon lesquelles les houthistes ont privé les habitants de la ville d'un accès à l'eau. Par ailleurs, les routes doivent être rouvertes pour mettre fin à ce siège de longue durée.

Je voudrais mettre en exergue le rôle critique que jouent les journalistes en temps de guerre. Nous sommes alarmés par le traitement que subissent les journalistes au Yémen. La Norvège condamne les peines de mort prononcées par un tribunal houthiste à l'encontre de quatre journalistes en avril l'an dernier. Leurs dossiers doivent être réexaminés ce mois-ci, et nous demandons leur libération immédiate.

La propagation de la maladie à coronavirus (COVID-19) au Yémen est alarmante. Nous sommes heureux que les vaccins fournis dans le cadre du Mécanisme COVAX pour un accès mondial aux vaccins soient distribués dans les zones contrôlées par le Gouvernement, mais les stocks sont loin d'être suffisants. Qui plus est, il est urgent de distribuer des vaccins dans le nord du pays, conformément aux directives de l'Organisation mondiale de la Santé.

L'heure est venue d'agir. Nous exhortons toutes les parties prenantes, en particulier les acteurs clefs de la région, à user de leur influence et de leur force de persuasion sur les parties. Une solution durable au conflit au Yémen, quelle qu'elle soit, doit être inclusive et remédier à ses causes profondes. À cet égard, nous sommes profondément préoccupés par le récent envoi de grandes quantités d'armes qui étaient apparemment destinées au Yémen.

Par ailleurs, je tiens à souligner que l'Accord de Riyad et la création d'un gouvernement d'unité représentent des étapes importantes dans la voie de la paix. La rivalité et la fragmentation, que ce soit dans le sud ou sur la côte ouest, entravent les efforts visant à réaliser la paix et la stabilité.

Annexe XII

Déclaration de M. Dmitry Polyanskiy, Premier Représentant permanent adjoint de la Fédération de Russie auprès de l'Organisation des Nations Unies

[Original : russe]

Je me dois une fois de plus de commencer ma déclaration en déplorant le format de la présente réunion. Aux yeux de la communauté mondiale, le fait que nous travaillons devant nos écrans d'ordinateurs paraît étrange compte tenu de l'évolution positive durable de la situation épidémiologique à New York. Rien n'empêche les membres du Conseil de sécurité de recommencer à se réunir en personne dans la salle du Conseil, qui répond à toutes les exigences en termes de distanciation sociale. Nous appelons nos collègues du Conseil de sécurité à se rappeler que le Conseil doit montrer l'exemple et donner le ton des efforts visant à maintenir la paix et la sécurité internationales, plutôt que de se cacher derrière un format virtuel. Nous demandons instamment à la présidence chinoise de prendre les devants et de ramener le Conseil à son modus operandi traditionnel.

Nous remercions l'Envoyé spécial, M. Martin Griffiths, et le Secrétaire général adjoint, M. Mark Lowcock, de leurs évaluations détaillées de la situation au Yémen.

Nous suivons de près la crise militaire et politique aiguë en République du Yémen, qui dure maintenant depuis plus de six ans. Nous sommes particulièrement préoccupés par la situation dans les alentours de Mareb. La poursuite des attaques contre des installations civiles – notamment sur le territoire de l'Arabie saoudite – est très préoccupante. Nous demandons instamment à toutes les parties d'appliquer les dispositions du droit international humanitaire, de cesser immédiatement et complètement les combats qui endommagent les infrastructures non militaires et font des victimes civiles, et d'œuvrer au règlement du conflit par des moyens politiques et diplomatiques.

Dans ce contexte, nous accueillons avec satisfaction les récentes propositions des dirigeants saoudiens en vue d'un règlement pacifique de la crise et nous appelons les parties belligérantes à examiner attentivement ces propositions. Nous l'avons dit précédemment, et notre position reste inchangée : la confrontation armée prolongée dans le pays doit prendre fin pour ouvrir la voie à une stabilité durable et à un consensus national.

Nous demeurons convaincus qu'un règlement global et durable de la situation au Yémen sera possible une fois que les intérêts de toutes les principales forces politiques dans le pays seront dûment pris en compte. La levée du blocus maritime, aérien et terrestre de territoires séparés contribuerait grandement à la réalisation de cet objectif, tout comme d'autres mesures urgentes censées améliorer la situation socioéconomique et humanitaire critique au Yémen.

Nous continuerons d'appuyer les efforts pertinents de l'ONU et les efforts inlassables de l'Envoyé spécial, M. Griffiths. Nous encourageons le Président Abdrabuh Mansour Hadi Mansour et les dirigeants du mouvement Ansar Allah à agir de manière constructive et à être ouvert à un compromis pour remédier aux polémiques existantes.

L'aide humanitaire fournie à la population yéménite doit constituer une priorité dans le cadre de nos efforts conjoints. Nous craignons qu'un financement insuffisant n'entrave la mise en œuvre des programmes de l'ONU visant à fournir une assistance de base, notamment ceux qui sont axés sur la sécurité alimentaire, l'accès à l'eau et les services médicaux, qui doivent répondre à une forte demande du

fait de la pandémie. Dans ce contexte, nous appelons les donateurs à renforcer l'appui financier indispensable pour permettre à l'ONU de fournir une aide humanitaire. Nous rappelons que la fourniture de cette aide ne doit pas être subjective par nature.

Nous sommes convaincus que le problème du pétrolier *FSO SAFER* peut également faire l'objet d'une décision exempte de toute motivation politique. Nous appelons les acteurs concernés, notamment le Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets, à prendre en compte leurs intérêts mutuels et à agir dans un esprit constructif.

Pour terminer, je tiens à souligner que le processus de règlement politique de la situation au Yémen a des conséquences directes pour toute la région. Dans un but de désescalade, nous appelons nos collègues à participer à une interaction constructive qui promeut la paix et la stabilité, notamment sur la base des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité et du concept russe de sécurité collective, qui promeut une approche inclusive et collective au règlement des problèmes.

Annexe XIII

Déclaration de M^me^ Inga Rhonda King, Représentante permanente de Saint-Vincent-et-les Grenadines auprès de l'Organisation des Nations Unies

Nous remercions M. Martin Griffiths et M. Mark Lowcock de leurs exposés et des efforts constants qu'ils déploient pour atténuer l'impact du conflit sur la population yéménite et pour parvenir à une paix globale à long terme. Les efforts auxquels participent l'Envoyé spécial, M. Griffiths, et les parties intéressées, notamment les acteurs régionaux, constituent une rampe de lancement pour la paix au Yémen. Nous appelons toutes les parties au conflit à saisir cette occasion et à se montrer disposées à consentir à des compromis avant que la fenêtre de la paix ne se referme.

La poursuite des hostilités prolonge les souffrances, menace l'établissement de la confiance et compromet le processus de paix. Un cessez-le-feu national doit être décrété immédiatement. Il est temps que les parties fassent taire leurs armes et mettent l'accent sur les négociations et la réalisation de la paix au Yémen. Ce processus doit être inclusif, car la marginalisation de n'importe quel groupe nuirait aux efforts visant à réaliser une paix durable. Comme l'ont souligné les membres du Conseil de sécurité, le processus doit être dirigé et contrôlé par les Yéménites et tous les groupes, y compris les femmes, les jeunes et les groupes minoritaires, doivent pouvoir participer sur un pied d'égalité. Nous appelons les membres de la communauté internationale à user de leur influence sur les parties pour les encourager à collaborer d'urgence et de manière constructive avec les Envoyés spéciaux et toutes les parties prenantes.

Quant à la situation humanitaire désespérée, elle est aggravée et exacerbée depuis des mois par la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19), la détérioration de la situation économique, l'intensification des hostilités et les déplacements que cela provoque, ainsi que par un déficit palpable dans le budget de l'aide mondiale. Les récentes pluies torrentielles et les inondations meurtrières qui ont touché des milliers de personnes au Yémen sont une source de préoccupation supplémentaire. Si nous saluons l'arrivée de pétroliers dans le port de Hodeïda, les circonstances au Yémen exigent que nous redoublions d'efforts.

Plus de 20 millions de personnes au Yémen dépendent d'une aide humanitaire vitale, et le Bureau de la coordination des affaires humanitaires a fait savoir que près de la moitié des enfants yéménites âgés de moins de 5 ans souffriront de malnutrition, dont 400 000 pourraient mourir s'ils ne bénéficient pas d'un traitement urgent. Ces enfants innocents, qui n'ont rien à voir avec ce conflit injustifiable et multigénérationnel, en souffrent le plus. Les parties yéménites ont non seulement l'obligation morale de garantir l'acheminement de l'aide, mais cette obligation est également juridique. Le droit international exige que les parties à un conflit permettent et facilitent l'acheminement sans entrave de l'aide humanitaire, et il interdit la destruction de biens et d'infrastructures de caractère civil. Les déclarations faites à l'occasion du récent débat public (voir S/2021/415) sur les biens de caractère civil indispensables ont montré l'attachement de la communauté internationale à cette obligation fondamentale. Nous devons tous condamner tout agissement des parties au conflit au Yémen qui viole le droit international.

Avant de conclure, nous tournons notre attention vers le problème persistant et non réglé du pétrolier *FSO SAFER*, qui, à notre grand déplaisir, est devenu un élément récurrent de nos interventions. La communauté internationale, notamment les pays de la région, et les parties yéménites sont conscientes de la grave menace que représente ce pétrolier pour l'environnement, l'économie et le peuple yéménite. On ne peut plus se contenter de faire des promesses ; celles-ci doivent se traduire par des mesures concrètes afin d'éviter une catastrophe.

Annexe XIV

Déclaration de la Mission permanente de la Tunisie auprès de l'Organisation des Nations Unies

[Original : arabe]

Je voudrais tout d'abord remercier l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Yémen, Martin Griffiths, et le Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires et Coordonnateur des secours d'urgence, Mark Lowcock, de leurs exposés fort utiles sur l'évolution de la situation au Yémen.

Ma délégation est gravement préoccupée par le fait que la situation au Yémen se complique de plus en plus et que les combats persistent malgré l'intensification récente de l'activité diplomatique, les multiples initiatives visant à instaurer un cessez-le-feu et à reprendre les travaux en vue de parvenir à un règlement politique, ainsi que les efforts déployés à cette fin par l'Envoyé spécial du Secrétaire général, avec l'appui du Conseil de sécurité.

La Tunisie condamne également la poursuite des attaques contre Mareb. Ces attaques aggravent la situation, font échouer les efforts de sortie de crise et exacerbent les souffrances de la population et la crise humanitaire.

Ma délégation réitère que le seul moyen de surmonter la crise au Yémen, de restaurer la sécurité et la stabilité dans le pays et de mettre fin aux souffrances du peuple yéménite est de s'engager à mettre en place un cessez-le-feu, de reprendre les négociations et de parvenir à un règlement final global qui garantira un avenir meilleur pour l'ensemble du peuple yéménite, sur la base des mandats convenus, à savoir l'Initiative du Conseil de coopération du Golfe et son Mécanisme de mise en œuvre, les résultats de la Conférence de dialogue national sans exclusive et les résolutions du Conseil de sécurité, notamment la résolution 2216 (2015). Agir ainsi permettra de préserver la souveraineté, l'indépendance, l'unité et l'intégrité territoriale du Yémen.

Par ailleurs, la Tunisie réitère sa condamnation des attaques répétées contre le territoire saoudien et les installations pétrolières et civiles de l'Arabie saoudite. Elle appelle les houthistes à y mettre fin.

Les parties doivent épargner les civils et les installations civiles et se conformer aux règles du droit international humanitaire et du droit international des droits de l'homme.

À cet égard, nous exhortons les parties au conflit à prendre part à des initiatives de paix, à déclarer un cessez-le-feu global et à s'engager en faveur d'une solution pacifique négociée qui place les intérêts du peuple yéménite au-dessus de toute autre considération politique. Nous félicitons également Martin Griffiths, l'Envoyé spécial du Secrétaire général, pour ses efforts continus visant à instaurer la confiance entre les parties adverses et à ouvrir des voies de communication pour lancer le processus politique en associant les femmes au processus de paix.

Dans le contexte d'une crise humanitaire sans précédent, la Tunisie exprime sa pleine solidarité avec le peuple yéménite. Outre la crise économique paralysante et la détérioration de la situation sanitaire causée par la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19), le Yémen est en proie à une grave crise de financement humanitaire. Par conséquent, nous demandons une fois de plus que les bénéficiaires puissent accéder sans entrave à l'aide humanitaire et médicale, que les restrictions sur les ports soient levées et que les aéroports soient ouverts, et qu'un financement humanitaire suffisant soit fourni, afin que le programme d'aide humanitaire puisse se poursuivre et répondre aux besoins critiques du peuple yéménite.

Pour terminer, le pétrolier *FSO SAFER* reste un sujet de grave préoccupation en raison du risque de catastrophe environnementale, humanitaire et économique qu'il représente en mer Rouge du fait de sa coque en décomposition. Nous demandons l'achèvement et la facilitation des mesures visant à déployer des experts de l'ONU sur le navire pour y effectuer les inspections techniques et les réparations nécessaires dans les plus brefs délais, et nous demandons que la sécurité de l'équipe de sauvetage soit garantie.

Annexe XV

Déclaration de la Mission permanente du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord auprès de l'Organisation des Nations Unies

Je remercie Martin Griffiths et Mark Lowcock des efforts qu'ils ne cessent de déployer pour soulager les souffrances du peuple yéménite et mettre fin à cet horrible conflit. Ils ont tout notre soutien.

Depuis la déclaration de soutien de l'Arabie saoudite à un cessez-le-feu national, à des pourparlers de paix et à la levée des restrictions sur les ports du Yémen et l'aéroport de Sanaa, l'engagement déclaré des houthistes en faveur de la paix est mis à l'épreuve. En l'état actuel des choses, ils échouent à ce test.

En refusant de rencontrer Martin Griffiths à Mascate ou de le laisser se rendre à Sanaa, les houthistes ont laissé passer une occasion essentielle de montrer qu'ils sont prêts à œuvrer pour la paix. Les houthistes affirment que la situation humanitaire est pour eux une priorité, mais leurs actions montrent qu'ils jouent la montre pour essayer de gagner davantage de terrain.

Si les houthistes voulaient vraiment soulager les souffrances du peuple yéménite, ils cesseraient leur offensive contre Mareb, qui menace de déplacer jusqu'à 1 million de personnes vulnérables, et ils lèveraient leurs restrictions à l'accès humanitaire, qui étranglent la réponse humanitaire. S'ils voulaient vraiment protéger la génération future, ils cesseraient de recruter des enfants pour les envoyer combattre et mourir sur leurs lignes de front.

Si les houthistes voulaient vraiment sauver la vie des plus vulnérables, ils reconnaîtraient qu'une deuxième vague de maladie à coronavirus (COVID-19) balaie le Yémen et accepteraient les vaccins du Mécanisme COVAX pour un accès mondial aux vaccins contre la COVID-19.

S'ils voulaient vraiment garantir la prospérité à long terme du peuple yéménite, ils donneraient à la mission des Nations Unies les assurances écrites officielles et les autorisations nécessaires pour évaluer et réparer le pétrolier *FSO SAFER* afin d'éviter une fuite de pétrole qui dévasterait la pêche et l'agriculture du Yémen.

Malheureusement, les houthistes ont montré qu'ils ne veulent pas vraiment instaurer la paix ni mettre fin aux souffrances du peuple yéménite. Si cela ne change pas, le Conseil de sécurité devra envisager des mesures plus fortes pour instaurer la paix au Yémen.

Nous avons intérêt à ce que le Yémen soit fort et prospère, libre de toute ingérence extérieure et doté d'un Gouvernement ouvert à tous. Un cessez-le-feu à l'échelle nationale et des pourparlers intra-yéménites sont le seul moyen d'y parvenir. Tant que cela ne sera pas possible, nous continuerons de faire tout ce qui est en notre pouvoir pour éviter une famine imminente. Nous devons continuer de faire pression sur les parties yéménites pour qu'elles garantissent la libre circulation des biens et des produits de base vers et à travers le Yémen, et assurer une réponse humanitaire des Nations Unies suffisamment financée. Mais nous savons que seul un engagement sérieux en faveur de la paix peut conjurer définitivement le spectre de la famine.

Je souhaite à tous les Yéménites une joyeuse Eïd al-Fitr, et j'espère que l'année prochaine leur apportera la sécurité, la stabilité et la paix qu'ils méritent.

Annexe XVI

Déclaration de M^me^ Linda Thomas-Greenfield, Représentante permanente des États-Unis d'Amérique auprès de l'Organisation des Nations Unies

Je voudrais m'associer aux autres orateurs et souhaiter *Eïd Moubarak* à tous nos collègues et amis à l'approche de la fin de l'Eïd. Je remercie, comme toujours, nos intervenants de leurs exposés et de leurs efforts constants.

Les États-Unis sont résolument déterminés à utiliser la diplomatie pour mettre fin à la guerre au Yémen. L'Envoyé spécial des États-Unis pour le Yémen, Timothy Lenderking, collabore sans relâche avec l'Envoyé spécial Griffiths pour réunir les parties et mettre fin au conflit. Les deux Envoyés spéciaux ont passé la semaine dernière à travailler avec les parties prenantes à Mascate et à Riyad, ainsi qu'à échanger activement avec des responsables de l'Arabie saoudite et du Gouvernement yéménite.

Comme les membres du Conseil l'ont entendu, l'Envoyé spécial Griffiths a mis un accord équitable sur la table. La proposition comprend des engagements à assouplir les restrictions sur le port et l'aéroport, qui est une exigence clef des houthistes, ainsi qu'à un cessez-le-feu et à des pourparlers politiques sans exclusive. Bien que des mesures urgentes s'imposent en ce qui concerne le port et l'aéroport, ce n'est que grâce à un cessez-le-feu global que nous pourrons espérer véritablement apporter notre aide au peuple yéménite.

Les Saoudiens et le Gouvernement yéménite continuent de coopérer de manière constructive, mais les houthistes ont laissé passer une occasion majeure de progresser sur cette proposition en refusant de rencontrer l'Envoyé spécial Griffiths. Au lieu de cela, les houthistes continuent de donner la priorité à leur offensive contre Mareb, exacerbant les besoins humanitaires du million de personnes qui ont été forcées de fuir leurs foyers et qui ont trouvé refuge dans la ville. Cette violence des houthistes, en particulier contre les camps de déplacés à la périphérie de Mareb, est inacceptable et doit cesser immédiatement. Cette offensive risque de submerger une réponse humanitaire déjà sous pression et de déclencher une dangereuse vague d'escalades dans tout le pays. Il n'existe pas de pire menace à la paix au Yémen.

Nous comprenons qu'il n'existe pas de solution simple au conflit au Yémen. Nous savons toutefois qu'il devient bien plus difficile de régler un conflit lorsqu'une des parties est déterminée à poursuivre une solution militaire et rejette toute négociation diplomatique. Pour l'instant, la paix ne semble nullement intéresser les houthistes. Dans le même esprit, ils continuent de retarder l'inspection et les premières réparations du pétrolier *FSO SAFER* par l'ONU, et ce depuis presque deux ans. Nous leur demandons d'autoriser sans plus attendre cette inspection, et nous exhortons d'autres pays à faire pression sur les houthistes pour qu'ils autorisent immédiatement cette inspection.

Malgré cette obstination persistante, cruelle et insensible des houthistes, il y a encore de l'espoir pour le Yémen. La bonne nouvelle, c'est que le consensus international et régional pour mettre fin à cette guerre est plus fort que jamais. Les Gouvernements saoudien et yéménite sont prêts à mettre un terme à cette guerre. Ils ont annoncé publiquement leur volonté de mettre fin au conflit conformément à la proposition de l'Envoyé spécial Griffiths. Le Gouvernement omanais joue également un rôle important en facilitant les efforts entre les principales parties prenantes.

Nous demandons donc instamment aux houthistes de cesser de faire obstacle à la paix et de s'engager à respecter un cessez-le-feu complet. L'offensive à Mareb se poursuit au mépris direct du Conseil et constitue une attaque des houthistes contre leurs propres concitoyens. Et chaque jour, la catastrophe humanitaire au Yémen se

fait plus sombre et plus cruelle. Plus de 16 millions de Yéménites, soit plus de 54 % de la population du pays, ont désespérément besoin d'une aide alimentaire. La guerre affame le pays.

Un cessez-le-feu durable et une solution politique inclusive sont les seuls moyens de régler définitivement la crise humanitaire au Yémen. Mais en attendant, la communauté internationale doit se mobiliser sans délai pour financer l'action humanitaire. Toutes les parties doivent autoriser la libre circulation des articles commerciaux et humanitaires, notamment le carburant, les vivres et les fournitures médicales. Sinon, il est difficile d'imaginer à quel point les choses pourraient empirer pour les Yéménites. Le peuple du Yémen a besoin de notre aide. Il a besoin de paix. Et en attendant, il a besoin de toutes les ressources qu'il peut obtenir.

Annexe XVII

Déclaration de M. Dang Dinh Quy, Représentant permanent du Viet Nam auprès de l'Organisation des Nations Unies

Je remercie M. Martin Griffiths, Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Yémen, et M. Mark Lowcock, Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires et Coordonnateur des secours d'urgence, de leurs exposés détaillés. Je souhaite la bienvenue au Représentant permanent du Yémen à notre séance d'aujourd'hui.

Ces derniers mois, le nombre de victimes a augmenté en raison de l'intensité des combats dans de nombreuses zones au Yémen, notamment à Mareb. Nous sommes très préoccupés par l'escalade militaire et les combats transfrontaliers.

Dans ce contexte, nous saluons les efforts que continuent de déployer l'Envoyé spécial Griffiths et son équipe pour effectuer une navette diplomatiques afin d'instaurer un dialogue entre les parties concernées sur la proposition de paix pour le Yémen sous l'égide de l'ONU. Nous jugeons encourageant d'apprendre que les réactions sont positives et que les parties, les partenaires régionaux et la communauté internationale coopèrent avec l'Envoyé spécial. Cependant, une action plus résolue et une coopération plus étroite sont nécessaires.

Par conséquent, nous appelons à une plus grande coopération avec l'Envoyé spécial dans la quête de paix et de stabilité pour le Yémen. Nous soulignons l'urgence pour toutes les parties de mettre fin aux hostilités militaires, d'accepter la proposition susmentionnée, notamment en ce qui concerne un cessez-le-feu à l'échelle nationale, et de trouver un moyen de parvenir à un règlement durable pour en finir avec le conflit au Yémen. Nous réaffirmons l'importance des contributions et de l'appui des acteurs régionaux et internationaux pour faciliter le processus de paix. Il faut également garantir et promouvoir la participation des femmes au processus politique.

Sur le plan humanitaire, nous restons préoccupés par le fait que la situation reste désastreuse au Yémen. La récente crue soudaine dans le sud-ouest du Yémen et la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) ont exacerbé la situation humanitaire du pays, qui pâtit déjà du conflit en cours, de la crise économique, des pénuries de carburant, de l'insécurité alimentaire et d'un risque de famine à grande échelle. La pandémie de COVID-19 au Yémen a provoqué une forte mortalité malgré les divers efforts de vaccination, de prévention et de protection mis en oeuvre.

En outre, 80 % de la population yémenite a besoin de protection, de vivres, d'abris et d'aide médicale. Plus de 16 millions de personnes se trouvent en situation d'insécurité alimentaire. Quatre millions de Yéménites, dont 73 % de femmes et d'enfants, se retrouvent sans abri. Selon un rapport du Fonds des Nations Unies pour la population, environ 5 millions de femmes et de filles en âge de procréer et 1,7 million de femmes enceintes et allaitantes ont un accès limité voire inexistant aux services de santé procréative. Il est également consternant d'apprendre qu'une femme yéménite meurt toutes les deux heures pendant l'accouchement, de causes qui pourraient être évitées.

Dans ce contexte, il est impératif d'assurer une distribution sûre et sans heurt de l'aide humanitaire au Yémen et de garantir l'accès aux services de base pour les personnes dans le besoin. Il est également urgent de combler le déficit de financement afin de pouvoir régler les problèmes mentionnés plus haut. La population yéménite ne peut pas attendre. Elle a un besoin urgent d'aide pour survivre à la pire crise humanitaire depuis que le conflit a éclaté il y a plus de six ans au Yémen. Nous devons agir rapidement.

En ce qui concerne le pétrolier *FSO SAFER*, nous réitérons notre préoccupation quant aux risques environnementaux qu'il représente pour le Yémen et la région. Nous demandons instamment à Ansar Allah d'honorer ses engagements en la matière. Plus que jamais, l'équipe technique de l'ONU doit bénéficier d'un accès immédiat pour mener à bien sa tâche et effectuerles réparations nécessaires sur le pétrolier.

Enfin et non des moindres, nous insistons sur la nécessité de mettre pleinement en œuvre l'Accord de Stockholm et l'Accord de Riyad.

Annexe XVIII

Déclaration de M. Abdullah Ali Fadhel Al-Saadi, Représentant permanent du Yémen auprès de l'Organisation des Nations Unies

[Original : arabe]

Je tiens tout d'abord à vous féliciter, Monsieur le Président, pour l'accession de votre pays à la présidence du Conseil pour le mois en cours et à vous souhaiter plein succès dans l'accomplissement de votre mandat. Je tiens également à remercier votre prédécesseur, le Représentant permanent du Viet Nam, pour la manière fructueuse dont il a présidé le Conseil le mois dernier.

Le mahatma Gandhi a dit : « Il n'y a pas de chemin vers la paix ; la paix est le chemin ». Le Gouvernement yéménite appuie et continuera d'appuyer une paix globale, juste et durable, afin de régler la crise yéménite sur la base des mandats nationaux, régionaux et internationaux convenus, à savoir l'initiative du Conseil de coopération du Golfe et son mécanisme de mise en œuvre, les recommandations de la Conférence de dialogue national et les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité, notamment la résolution 2216 (2015). Les guerres prenant naissance dans l'esprit des hommes, c'est dans l'esprit des hommes que doivent être élevées les défenses de la paix.

Cependant, notre problème aujourd'hui est que la guerre et la violence restent ancrées dans l'esprit des membres de la milice houthiste. C'est pourquoi tous les efforts du Gouvernement yéménite dirigé par le Président Abdrabuh Mansour Hadi Mansour, les efforts de l'Envoyé spécial du Secrétaire général et de l'Envoyé spécial des États-Unis d'Amérique pour le Yémen, ainsi que la récente initiative de l'Arabie saoudite visant à mettre fin à l'effusion de sang et à instaurer la paix au Yémen ont été rejetés et se sont heurtés à l'intransigeance et à une offensive sanglante contre Mareb, où vivent plus de 2 millions de personnes, entamée en février et qui se poursuit sans relâche. Des missiles balistiques, des drones et des armes lourdes sont utilisés contre des civils et des personnes déplacées, et des biens de caractère civil ont également été pris pour cible en Arabie saoudite.

Ces milices terroristes ne choisiront pas la paix tant qu'elles continueront à recevoir le soutien militaire, logistique et médiatique du régime iranien voyou. Les milices ne renonceront pas à leurs projets et à leurs ambitions diaboliques tant que ce régime continuera à les parrainer, à les soutenir et à leur faire passer des armes en contrebande. En effet, il y a quelques jours à peine, la cinquième flotte des États-Unis a saisi une importante cargaison d'armes de contrebande dans la mer d'Arabie. Cette cargaison, qui était acheminée aux houthistes depuis l'Iran, constituait une nouvelle violation flagrante par ce pays de toutes les résolutions du Conseil de sécurité, notamment la résolution 2216 (2015). Les milices veulent prolonger la guerre et compromettre la sécurité et la stabilité régionales. Il ne suffit plus de faire des déclarations, d'émettre des condamnations et de prendre des positions nébuleuses en réponse à toutes ces attaques, à l'escalade et au rejet de tous les efforts sincères déployés pour instaurer la paix. Qui plus est, ces actes envoient un message négatif, comme le montre la manière dont les milices houthistes ont répondu à tous ces appels. Le Conseil de sécurité doit assumer ses responsabilités et prendre des mesures décisives pour mettre fin à l'attaque contre Mareb, car elle met en péril le processus de paix et exacerbe la crise humanitaire. En outre, le Conseil doit contraindre les milices à cesser leurs opérations militaires et à accepter les propositions et initiatives visant à mettre fin au conflit et aux souffrances du peuple yéménite en appliquant le cessez-le-feu global et en acceptant la solution pacifique convenue par les Yéménites et la communauté régionale et internationale. Conscient de sa responsabilité envers le peuple yéménite, le Gouvernement yéménite continuera à tendre la main en signe

de paix et à soutenir tous les efforts internationaux de manière constructive, en particulier l'action de l'Envoyé spécial du Secrétaire général, M. Martin Griffiths, et de l'Envoyé spécial des États-Unis, M. Linderking, en plus des efforts déployés par tous les acteurs amis aux fins d'une paix globale et durable au Yémen, conformément aux paramètres convenus pour une solution politique.

En dépit des initiatives prises par l'ONU et les organisations humanitaires et de secours, les souffrances humaines continuent de s'accroître dans de nombreuses régions du Yémen, car les milices houthistes pillent l'aide humanitaire et en privent les bénéficiaires légitimes. En outre, ces milices ont saisi les salaires des employés du secteur public et imposé de lourdes taxes, en particulier pendant le mois sacré de ramadan, au secteur privé dans les zones qu'elles contrôlent afin de financer leur effort de guerre, de prolonger leur guerre insensée et d'exacerber les souffrances humaines sur lesquelles elles capitalisent pour faire pression sur la communauté internationale et obtenir des gains politiques. L'attaque des milices houthistes contre Mareb exacerbe chaque jour un peu plus les souffrances humaines. Plus de 3 030 familles ont une nouvelle fois été contraintes de fuir leurs camps, les bombardements des houthistes ayant détruit des puits et des réservoirs d'eau, incendié des tentes et des maisons et tué des civils, principalement des femmes et des enfants, en violation flagrante du droit international humanitaire, du droit des droits de l'homme et de toutes les lois et normes internationales.

Le Gouvernement yéménite demande donc au Conseil de sécurité de faire pression sur les milices houthistes pour qu'elles cessent leurs actes d'agression. Nous appelons de nouveau les partenaires de développement et les pays amis à augmenter le financement du plan de réponse humanitaire pour le Yémen, à soutenir l'économie yéménite en déposant et en transférant les contributions des donateurs par l'intermédiaire de la Banque centrale du Yémen, et à soutenir les efforts du Gouvernement technocrate pour mener à bien son programme et parvenir à la stabilité, relancer l'économie, stimuler le développement et assurer la prestation s de services à tous les citoyens.

Le Gouvernement yéménite attend toujours que le Conseil de sécurité rende publics les résultats de l'enquête menée par le Groupe d'experts sur l'odieux et criminel attentat terroriste à l'explosif commis contre l'aéroport international d'Aden, qui s'est produit au moment où des membres du Gouvernement y arrivaient. Une fois de plus, nous demandons au Conseil, par respect pour les victimes et conformément au droit international humanitaire, de veiller à ce que les auteurs de l'attaque contre l'aéroport international d'Aden répondent de leurs actes. Nous demandons de nouveau au Groupe d'experts de mener une enquête transparente et indépendante afin de faire la lumière sur le crime odieux perpétré par les milices houthistes, qui ont provoqué un incendie visant des migrants africains à Sanaa, et de traduire en justice les personnes impliquées.

Nous rappelons une fois encore qu'une marée noire ou une explosion à bord du pétrolier *FSO SAFER* entraînerait une catastrophe environnementale, économique et humanitaire. Nous invitons le Conseil de sécurité à exercer de fortes pressions sur les milices houthistes, afin de les empêcher d'utiliser le pétrolier comme un outil de coercition politique. En outre, le Conseil doit les contraindre à donner à l'équipe des Nations Unies un accès immédiat et inconditionnel au pétrolier afin d'y procéder aux inspections et réparations nécessaires, et de préserver ainsi le Yémen et les autres pays riverains de la mer Rouge, ainsi que les voies maritimes internationales, d'une catastrophe comme la région et le monde n'en ont jamais connue.